



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS D'APT LUBERON

SEANCE DU 20 FEVRIER 2025

L'an deux mille vingt cinq, le vingt février à 18 heures 00, l'organe délibérant de la Communauté de Communes Pays d'Apt Luberon s'est réuni au siège de la Communauté de communes, sous la présidence de M. Gilles RIPERT.

DÉLIBÉRATION N° CC-2025-21

OBJET : RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIERE D'EGALITE FEMMES-HOMMES

MEMBRES EN EXERCICE : 48 - QUORUM : 25 - PRESENTS : 26 - PROCURATIONS : 9 - VOTANTS : 35

Présents :

APT : M. Jean AILLAUD, Mme Gaëlle LETTERON, M. Frédéric SACCO, M. Patrick ESPITALIER, Mme Dominique SANTONI, Mme Céline CELCE
BONNIEUX : M. Pascal RAGOT, Mme Evelyne BLANC
CASENEUVE : M. Gilles RIPERT
CASTELLET-EN-LUBERON : M. Roger ISNARD
CÉRESTE-EN-LUBERON : M. Gérard BAUMEL
GARGAS : Mme Michèle FAUQUE
GIGNAC : Mme Sylvie PASQUINI
GOULT : M. Didier PERELLO représenté par Mme Mauricette CENCIARELLI
JOUCAS : M. Lucien AUBERT
LACOSTE : M. Mathias HAUPTMANN
LAGARDE D'APT : Mme Maryse BONNET
LIoux : M. Patrice FOURNIER
MÉNARBES : M. Patrick MERLE
ROUSSILLON : Mme Gisèle BONNELLY
RUSTREL : M. Pierre TARTANSON
SAIGNON : M. Jean-Pierre HAUCOURT
SAINT-PANTALÉON : M. Luc MILLE
SAINT-SATURNIN-LÈS-APT : Mme Patricia BAILLARD
VIENS : M. Frédéric ROUX représenté par Mme Viviane DARGERIE
VILLARS : Mme Sylvie PEREIRA

Absents :

APT : Mme Isabelle TAILLER, M. Yannick BONNET, Mme Sylvie TURC, M. André LECOURT, Mme Laurence GREGOIRE, M. Jean-Louis CULO, M. Nathan SAIHI, M. Dominique THEVENIEAU, M. Christophe CARMINATI
BUoux : M. Hervé PLANCHON
GARGAS : Mme Claire SELLIER, M. Benjamin BAGNIS
MURS : M. Christian MALBEC

Procurations :

APT : Mme Véronique ARNAUD-DELOY donne pouvoir à M. Gilles RIPERT, Mme Emilie SIAS donne pouvoir à M. Jean AILLAUD
AURIBEAU : M. Roland CICERO donne pouvoir à M. Jean-Pierre HAUCOURT
GARGAS : M. Patrick SIAUD donne pouvoir à M. Frédéric SACCO
SAINT-MARTIN-DE-CASTILLON : Mme Charlotte CARBONNEL donne pouvoir à Mme Gaëlle LETTERON
SAINT-SATURNIN-LÈS-APT : M. Christian BELLOT donne pouvoir à M. Lucien AUBERT, M. Yves MARCEAU donne pouvoir à Mme Patricia BAILLARD, Mme Sandrine ISSON donne pouvoir à Mme Gisèle BONNELLY
SIVERGUES : Mme Martine CALAS donne pouvoir à M. Roger ISNARD

Accusé de réception en préfecture
084-200040624-20250220-2025-21-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

Page 1 sur 3

CC-2025-21

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2311-1-2 et D 2311-16,

Vu, la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes (articles 61 et 77 de la loi),

Vu, le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales,

Vu, la loi n°2019-828 du 06 août 2019 portant transformation de la fonction publique,

Vu, la délibération N°CC-2020-51 en date du 16 juillet 2020 désignant Frédéric ROUX en qualité d'élu référent en charge de l'égalité femmes-hommes,

Vu, la délibération du conseil communautaire en date du 25 novembre 2021 approuvant le plan d'action relatif à l'égalité professionnelle,

Vu, la délibération N°CC-2022-14 du 17 mars 2022 approuvant le rapport annuel sur l'égalité Femmes-Hommes,

Vu, la délibération N°CC-2023-07 du 23 février 2023 approuvant le rapport sur la situation en matière d'égalité Femmes-Hommes,

Vu, la délibération N°CC-2024-22 du 22 février 2024 approuvant le rapport sur la situation en matière d'égalité Femmes-Hommes,

Le Président rappelle à l'assemblée que les communes et EPCI de plus de 20 000 habitants, les départements et les régions doivent présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Cette présentation a lieu préalablement aux débats sur le projet de budget. La loi n'impose pas de débat et de vote mais l'exécutif peut décider de soumettre le rapport à la discussion et au vote. À minima, la présentation devra être attestée par une délibération.

Il conditionne la légalité du vote des budgets des collectivités concernées au même titre que le débat d'orientation budgétaire.

Ce rapport concerne le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Le rapport appréhende tout d'abord la collectivité comme employeur en présentant la politique ressources humaines de la collectivité en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, recrutement, formation, temps de travail promotion professionnelle, conditions de travail, rémunération, articulation vie professionnelle I vie personnelle.

Au-delà de l'état des lieux, ce rapport doit également comporter un bilan des actions menées et des ressources mobilisées en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et décrire les orientations pluriannuelles.

De plus la loi du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique comporte un axe dédié à l'égalité professionnelle qui rend notamment obligatoire l'établissement de plans d'actions sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le Président présente à l'assemblée le rapport annuel sur l'égalité femmes-hommes ci-joint préalablement aux débats sur le projet de budget de l'exercice 2025.

L'ORGANE DELIBERANT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES
OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT
APRES EN AVOIR DELIBERE

À l'unanimité,

Prend acte, de la présentation du rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes préalablement aux débats sur le projet de budget pour l'exercice 2025.

Prend acte, de la nécessité de mettre en œuvre le plan d'action délibéré lors du conseil communautaire du 25 novembre 2021.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le secrétaire de séance,
M. Frédéric SACCO

Le Président,
M. Gilles RIPERT,



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Mise en ligne le : 05/03/2025

Accusé de réception en préfecture
084-200040624-20250220-2025-21-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

Page 3 sur 3

CC-2025-21



RAPPORT ANNUEL 2025

**EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES
CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 20 FEVRIER 2025**

Nathalie ROGER

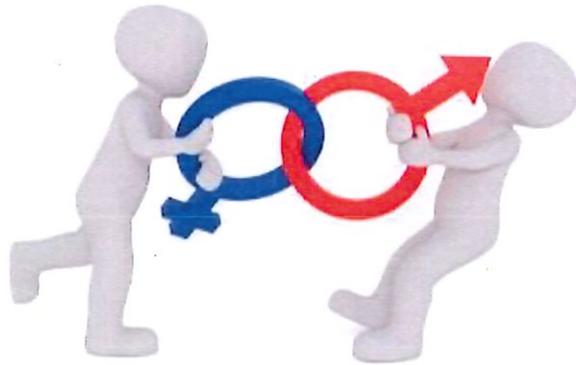
Directrice des ressources humaines

COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATIONS
DU
PAYS D'APT
LUBERON

PAYS D'APT
LUBERON

Accusé de réception en préfecture
084-200040624-20250220-2025-21-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception en préfecture : 26/02/2025

ESPRIT DE LA LOI POUR L'EGALITE REELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES



Depuis la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 relative à l'égalité réelle entre les hommes et les femmes vise à faire de cette thématique une politique publique territoriale qu'il convient de décliner à chaque échelon territorial. Celle-ci s'articule autour de quatre axes :

- Atteindre l'égalité professionnelle,
- Combattre les violences faites aux femmes
- Assurer l'accès aux droits, notamment en matière de santé,
- Promouvoir la parité dans la sphère politique, économique et sociale.

Malgré un certain nombre d'actions d'ores et déjà mise en œuvre au niveau national pour les combattre, de nombreuses études montrent que des disparités persistent entre les femmes et les hommes dans de nombreux domaines, notamment l'égalité professionnelle et salariale, la précarité et la pauvreté, la prise en charge des contraintes domestiques et familiales.

La loi prévoit donc que l'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics mettent en œuvre une politique pour l'égalité des femmes et des hommes.

Les communes et EPCI de plus de 20 000 habitants, les départements et les régions doivent présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel en la matière.

Cette présentation doit avoir lieu tous les ans préalablement aux débats sur le projet de budget. La loi n'impose pas de débat et de vote mais l'exécutif peut décider de soumettre le rapport à la discussion et au vote.

A minima, la présentation devra être attestée par une délibération.

Il conditionne la légalité du vote des budgets de la Communauté de Communes Pays d'Apt Luberon au même titre que le débat d'orientation budgétaire.

Ce rapport concerne le fonctionnement de la collectivité, mais pas seulement. En effet, une réflexion politique doit être menée sur le territoire de la communauté de communes et définir des orientations et un programme d'action en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

La loi du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique et le décret 2020- 528 sont venus renforcer le dispositif, et prévoit que chaque collectivité de plus de 20 000 habitants doit élaborer et mettre en œuvre un plan d'action relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes d'une durée de 3 ans maximum (renouvelable).

Accusé de réception en préfecture
N° 4654614025202018
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

Ce plan d'action doit définir la stratégie et les mesures destinées à réduire les écarts constatés notamment pour les domaines suivants :

- Rémunération ;
- Accès aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique ;
- Articulation activité professionnelle et vie personnelle et familiale ;
- Prévention et traitement des discriminations, des actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel et les agissements sexistes.

Le plan d'action doit préciser pour chacun de ces domaines les objectifs à atteindre, les indicateurs de suivi et leur calendrier de mise en œuvre.

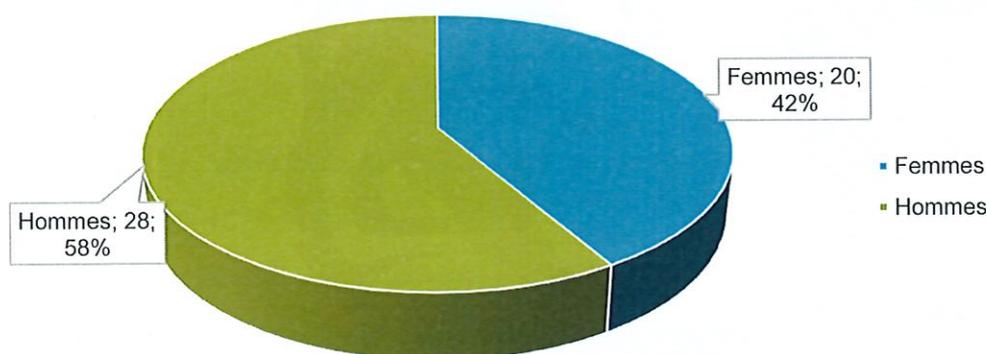
Le plan d'action de la Communauté de Communes a été présenté au comité technique du 9 novembre 2021 et voté par le Conseil Communautaire le 25 novembre 2021. Une première réunion du groupe de travail sera organisée dans le courant de l'année 2025.

1) ETAT DES LIEUX

A) VIE POLITIQUE ET EGALITE FEMMES-HOMMES

Les membres du conseil communautaire titulaire de la communauté de communes au 31 décembre 2024 :

Proportion par genre :



Moyenne d'âge des membres du conseil communautaire :

| Sexe | Moyenne d'âge | Moyenne d'âge nationale (Données DGCL) |
|--------|---------------|--|
| Femmes | 57 | 55 |
| Hommes | 62 | 59 |
| Total | 60 | 57 |

Pour rappel la moyenne d'âge avant le 16 juillet 2020 :

Femmes : 60 ans
 Hommes : 64 ans
 Ensemble : 62 ans

Accusé de réception en préfecture
 084-200040624-20250220-2025-21-DE
 Date de télétransmission : 26/02/2025
 Date de réception préfecture : 26/02/2025

B) LES SERVICES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS D'APT LUBERON

Les métiers de la collectivité au 31 décembre 2024

Un fort taux de féminisation : 74 % est constaté dans les effectifs de la communauté de communes.

De nombreux métiers restent traditionnellement masculins ou féminins quelques exemples :

- 95 % de l'effectif du service petite enfance sont des femmes.
- 65 % de l'effectif des services dit techniques sont des hommes (Service de l'eau et de l'assainissement, le service patrimoine)
- 63 % de l'effectif du conservatoire sont des femmes

LES EFFECTIFS

Effectifs des agents rémunérés au 31 décembre 2024 (permanents et non permanents) par services et fonctions :

| Service | Libellé fonction principale (affectation service) | Femme | Homme | Total général |
|---|--|-----------|-----------|---------------|
| Conservatoire de Musique | Assistant(e) administratif(ve) chargé(e) d'accueil | 1 | | 1 |
| | Assistant(e) de Direction | 1 | | 1 |
| | Chargé communication et coordinateur actions culturelles. | | 1 | 1 |
| | Coordinateur(rice) Musiques actuelles | | 1 | 1 |
| | Coordinateur(trice) Projet DEMOS | 1 | | 1 |
| | Directeur(rice) adjoint(e) conservatoire | 1 | | 1 |
| | Directeur(rice) du conservatoire en charge de la culture | | 1 | 1 |
| | Enseignant(e) chargé(e) de coordination musicale | 1 | | 1 |
| | Musicien(ne) intervenant(e) en milieu scolaire | 1 | 4 | 5 |
| | Professeur de musique | 11 | 4 | 15 |
| | Référent(e) technique au conservatoire | | 1 | 1 |
| Vacataire | 7 | 2 | 9 | |
| Total Conservatoire de Musique | | 24 | 14 | 38 |
| Direction des Ressources Humaines | Assistant(e) Ressources Humaines | 2 | | 2 |
| | Chargé(e) de formation et développement des compétences | 1 | | 1 |
| | chargé(e) de la prévention des risques profs | | 1 | 1 |
| | Directeur(rice) des Ressources Humaines | 1 | | 1 |
| | Responsable adjointe chargée gestion administrative et du recrutement | 1 | | 1 |
| Total Direction des Ressources Humaines | | 5 | 1 | 6 |
| Direction développement éco. et aménagement du territoire | Chargé(e) de mission économie circulaire & adaptation au changement climatique | 1 | | 1 |
| | Chargé(e) de mission transition énergétique | | 1 | 1 |
| | Chef(fe) de projet Aménagement du territoire & Habitat | 1 | | 1 |
| | Responsable du service Transition écologique | | 1 | 1 |
| | Agent polyvalent zone de loisirs du plan d'eau | | | 3 |

Accusé de réception en préfecture
084-200040624-20250220-2025-23-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

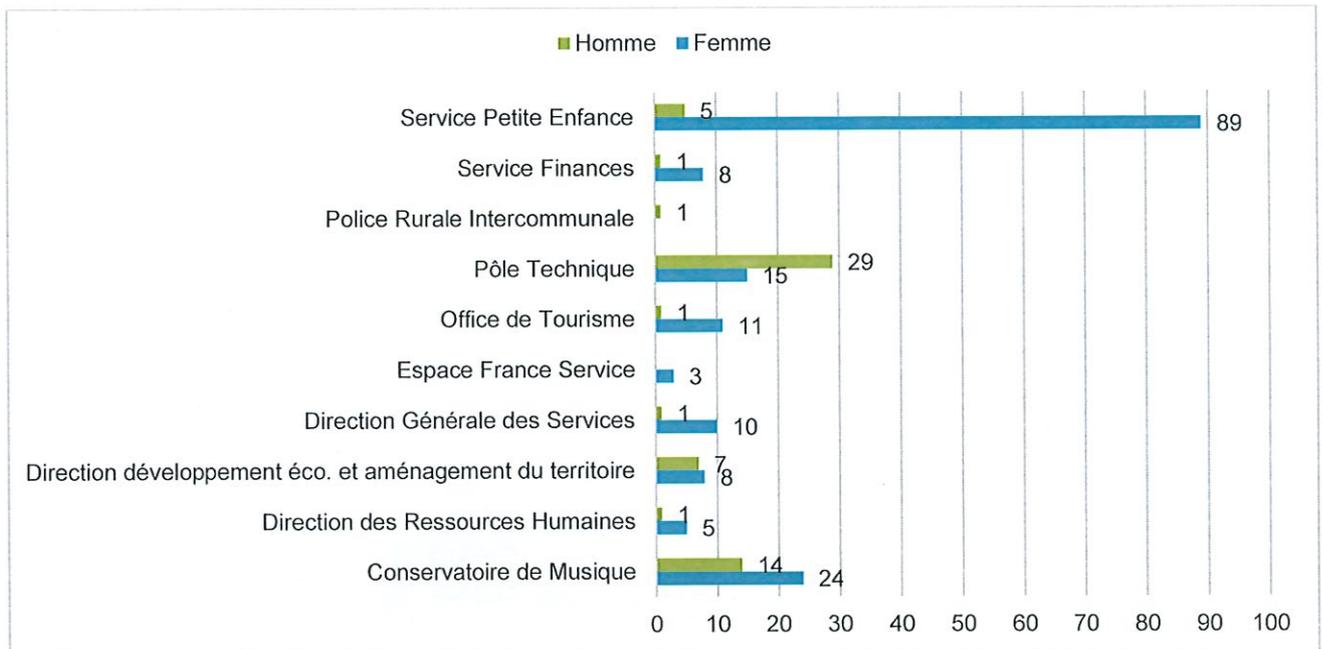
| | | | | |
|--|--|-----------|----------|-----------|
| | Animateur pôle de services aux entreprises Cap Luberon | 1 | | 1 |
| | Apprenti(e) | | 1 | 1 |
| | Chargé(e) de mission CLE | 1 | | 1 |
| | Chargé(e) de mission développement éco et commerce | 1 | | 1 |
| | Chargé(e) de mission TZCLD | 1 | | 1 |
| | Chef(fe) de projet | | 1 | 1 |
| | Directeur(trice) Dév Eco & Aménagement Territoire | 1 | | 1 |
| | Responsable de la zone du plan d'eau | 1 | | 1 |
| Total Direction développement éco. et aménagement du territoire | | 8 | 7 | 15 |
| Direction Générale des Services | Assistant(e) Administratif(ve) | 1 | | 1 |
| | Assistant(e) administratif(ve) chargé(e) d'accueil | 1 | | 1 |
| | Assistant(e) de direction | 2 | | 2 |
| | Assistant(e) de gestion administrative ADS | 1 | | 1 |
| | Chargé(e) de communication | 1 | | 1 |
| | Directeur Général des Services | | 1 | 1 |
| | Instructeur(trice) droits des sols | 3 | | 3 |
| | Responsable Commande Publique & Affaires Juridiques | 1 | | 1 |
| Total Direction Générale des Services | | 10 | 1 | 11 |
| Espace France Service | Responsable France Service & chargé(e) de coopération CTG - accès aux droits | 1 | | 1 |
| | Agent d'accueil Espace France Service | 2 | | 2 |
| Total Espace France Service | | 3 | | 3 |
| Office de Tourisme | Assistant(e) admin. chargé(e) du tourisme durable | | 1 | 1 |
| | Assistant(e) communication | 1 | | 1 |
| | Chargé(e) de communication | 1 | | 1 |
| | Conseiller(ère) en séjour apprenti(e) | 1 | | 1 |
| | Conseiller/Conseillère en séjour | 5 | | 5 |
| | Directeur(rice) de l'office de tourisme intercom. | 1 | | 1 |
| | Responsable pôle développement OTI | 1 | | 1 |
| Total Office de Tourisme | | 11 | 1 | 12 |
| Pôle Technique | Agent technique eau et assainissement | | 7 | 7 |
| | Agent technique polyvalent | | 1 | 1 |
| | Assistant(e) Administratif(ve) | 6 | | 6 |
| | Assistant(e) administratif(ve) chargé(e) d'accueil | 2 | | 2 |
| | Assistant(e) de direction | 1 | | 1 |
| | Chargé(e) de facturation | 2 | | 2 |
| | Chargé(e) de maintenance bâtiment | | 1 | 1 |
| | Chargé(e) de relations usagers | | 1 | 1 |
| | Chargé(e) dvpt du pilotage bâtiment et mobilier | | 1 | 1 |
| | Contrôleur(euse) ANC | | 1 | 1 |
| | Contrôleur(euse) ANC et DECI | | 1 | 1 |
| | Directeur(rice) des Services Techniques | | | 1 |
| Directeur(rice) du service eau et assainissement | | | 1 | |

Accusé de réception en préfecture
084-200040624-20250220-2025-21-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

| | | | | |
|---|---|------------|-----------|------------|
| | Electromécanicien(ne) | | 3 | 3 |
| | Gestionnaire magasin | 1 | 1 | 2 |
| | Gestionnaire marché public eau et assainissement | 1 | | 1 |
| | Responsable Informatique | | 1 | 1 |
| | Responsable Pôle études et travaux | | 1 | 1 |
| | Responsable pôle exploitation | | 1 | 1 |
| | Responsable pôle SPANC | 1 | | 1 |
| | Responsable Pôle usagers | 1 | | 1 |
| | Responsable service patrimoine | | 1 | 1 |
| | Technicien(ne) études et travaux | | 3 | 3 |
| | Technicien(ne) exploitation | | 3 | 3 |
| Total Pôle Technique | | 15 | 29 | 44 |
| Police Rurale Intercommunale | Garde champêtre intercommunal | | 1 | 1 |
| Total Police Rurale Intercommunale | | | 1 | 1 |
| Service Finances | Chargé(e) de recouvrement | 1 | | 1 |
| | Adj de direction gestion budget et opérations spécifiques | 1 | | 1 |
| | Agent budgétaire et comptable | 4 | | 4 |
| | Agent de gestion financière en charge taxe séjour | 1 | | 1 |
| | Directeur(rice) financier(e) | | 1 | 1 |
| | Référent(e) budgétaire et dématérialisation | 1 | | 1 |
| Total Service Finances | | 8 | 1 | 9 |
| Service Petite Enfance | Agent d'entretien petite enfance | 12 | | 12 |
| | Agent d'office | 2 | | 2 |
| | Aide comptable Service Petite Enfance | 1 | | 1 |
| | Animateur(rice) RAM | 1 | | 1 |
| | Apprenti(e) | 2 | | 2 |
| | Assistant(e) Administratif(ve) | 1 | | 1 |
| | Assistant(e) Petite Enfance | 27 | | 27 |
| | Auxiliaire de puériculture | 27 | 2 | 29 |
| | Auxiliaire de puériculture-continuité de direction | 1 | | 1 |
| | Chargé(e) de coopération CTG | 1 | | 1 |
| | Cuisinier/Cuisinière | | 2 | 2 |
| | Directeur(trice) de crèche | 6 | 1 | 7 |
| | Directrice service Petite Enfance - jeunesse | 1 | | 1 |
| | Educateur(trice) de jeunes enfants | 3 | | 3 |
| | EJE - Adjoint(e) de direction | 1 | | 1 |
| | Infirmier(ère) | 2 | | 2 |
| | Stagiaire | 1 | | 1 |
| Total Service Petite Enfance | | 89 | 5 | 94 |
| Total général | | 173 | 60 | 233 |

Accusé de réception en préfecture
084-200040624-20250220-2025-21-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

Répartition des effectifs :

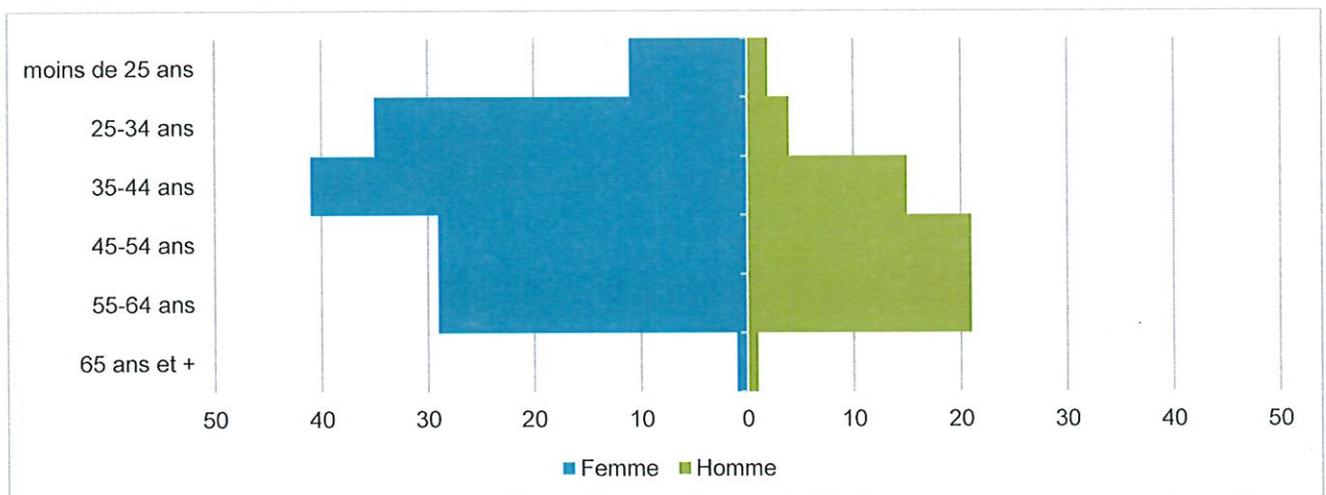


AGE :

Age moyen des agents :

| Sexe | Total |
|----------------------|-----------|
| Femmes | 43 |
| Hommes | 49 |
| Total général | 45 |

Pyramide des âges :



Accusé de réception en préfecture
084-200040624-20250220-2025-21-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

REMUNERATION (emplois permanents) :

Rémunérations et primes selon le genre (Emplois permanents)

| Filières | Catégorie A | | Catégorie B | | Catégorie C | |
|-----------------------|-------------|----------|-------------|----------|-------------|----------|
| | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes |
| Administrative | 47 307 € | 68 176 € | 35 340 € | s | 30 251 € | s |
| Animation | - | - | - | - | 25 667 € | s |
| Culturelle | - | 39 236 € | 31 892 € | 37 123 € | - | s |
| Incendie secours | - | - | - | - | - | - |
| Médico-sociale | 37 226 € | - | 27 934 € | s | - | - |
| Médico-technique | - | - | - | - | - | - |
| Police municipale | - | - | - | - | - | s |
| Sociale | 38 382 € | s | - | - | - | - |
| Sportive | - | - | - | - | - | - |
| Technique | 39 821 € | s | s | 48 641 € | 25 774 € | 33 303 € |
| Moyenne toute filière | 41 004 € | 50 047 € | 31 118 € | 41 624 € | 27 533 € | 32 686 € |

| Part des primes | Catégorie A | | Catégorie B | | Catégorie C | |
|-----------------|-------------|--------|-------------|--------|-------------|--------|
| | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes |
| | 24,6% | 27,0% | 18,0% | 20,6% | 17,7% | 24,5% |

IFSE et CIA :

Montant moyen d'IFSE par EPTR selon le statut, le genre, la catégorie et la filière

| Filières | Fonctionnaires | | | | | |
|----------------|----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | Femmes | | | Hommes | | |
| | Catégorie A | Catégorie B | Catégorie C | Catégorie A | Catégorie B | Catégorie C |
| Administrative | 12 862 € | 7 974 € | 4 898 € | 19 028 € | 6 322 € | 1 814 € |
| Animation | | | 3 007 € | | | |
| Culturelle | | | | | | 3 014 € |
| Médico-sociale | 6 950 € | 4 354 € | | | | |
| Sociale | 7 927 € | | | 9 724 € | | |
| Technique | 18 931 € | 10 430 € | 2 776 € | 15 803 € | 11 507 € | 5 858 € |

| Filières | Contractuels sur emploi permanent | | | | | |
|----------------|-----------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | Femmes | | | Hommes | | |
| | Catégorie A | Catégorie B | Catégorie C | Catégorie A | Catégorie B | Catégorie C |
| Administrative | 7 754 € | 5 027 € | | 11 938 € | | |
| Animation | | | 1 188 € | | | 1 063 € |
| Culturelle | | | | | | |
| Médico-sociale | 4 773 € | 2 493 € | | | 2 424 € | |
| Sociale | 7 459 € | | | | | |
| Technique | 6 600 € | | 1 314 € | 5 926 € | | 77 € |

Accusé de réception en préfecture
084-200040624-20250220-2025-21-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

Ecart Femmes/Hommes IFSE et CIA selon statut, catégorie et filière

| Filières | IFSE | | | | | | CIA | | | | | |
|----------------|----------------|----------|----------|--------------|------|---------|----------------|-------|--------|--------------|---|---|
| | Fonctionnaires | | | Contractuels | | | Fonctionnaires | | | Contractuels | | |
| | A | B | C | A | B | C | A | B | C | A | B | C |
| Administrative | -6 166 € | 1 652 € | 3 084 € | -4 184 € | | | -39 € | -41 € | -231 € | -688 € | | |
| Animation | | | | | | 126 € | | | | | | |
| Médico-sociale | | | | | 69 € | | | | | | | |
| Sociale | -1 797 € | | | | | | -187 € | | | | | |
| Technique | 3 128 € | -1 077 € | -3 082 € | 674 € | | 1 236 € | -18 € | 86 € | -299 € | -285 € | | |

TEMPS DE TRAVAIL (agents permanents):

| Type temps | Femmes | Hommes | Total général |
|----------------------|------------|-----------|---------------|
| Temps complet | 119 | 55 | 174 |
| Temps non complet | 4 | | 4 |
| Temps partiel | 30 | 1 | 31 |
| Total général | 153 | 56 | 209 |

20 % des femmes bénéficiant d'un poste de travail à temps complet demandent à travailler à temps partiel.

2) ACTION MENEES :

- 2018 : Diffusion du guide pratique pour une communication publique sans stéréotypes de sexe édité par le haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.
- 2018 : Mise en place d'une journée de sensibilisation des encadrant(e)s à la démarche d'égalité femme-homme,
- Diffusion du kit pour agir contre le sexisme édité par le conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes
- 2020 : Nomination d'un élu référent,
- 2021 : Nomination d'une agente référente,
- 2021 : Elaboration du plan d'action relatif à l'égalité professionnelle (CC du 25 novembre 2021)
- Le 3 décembre 2021 : signature d'une convention d'adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement, moral ou sexuel et d'agissements sexistes, avec le Centre de Gestion du Vaucluse,
- 2022 : Création du groupe de travail :
- 2022 : diffusion à tout le personnel du premier flash info spécial égalité professionnelle en octobre 2022,

3) ACTIONS PROPOSEES EN 2025 EN FAVEUR DE L'EGALITE FEMMES-HOMMES

- Renouveler le plan d'action,
- Réunir le groupe de travail,
- Sensibiliser les élu(e)s du conseil communautaire à la démarche d'égalité femme-homme,
- Communiquer sur la thématique de l'égalité professionnelle,

Accusé de réception en préfecture
084-200040624-20250220-2025-21-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025



APT, AURIBEAU, **BONNIEUX**, BUOUX,
CASENEUVE, CASTELLET-EN-LUBERON,
CÉRESTE, GARGAS, **GIGNAC**, GOULT,
JOUCAS, LACOSTE, **LAGARDE D'APT**,
LIOUX, **MÉNERBES**, MURS, **ROUSSILLON**,
RUSTREL, **SAIGNON**, SAINT-MARTIN-
DE-CASTILLON, **SAINT-PANTALÉON**,
SAINT-SATURNIN-LÈS-APT, **SIVERGUES**,
VIENS, **VILLARS**.

” Un territoire, des communes...votre Interco !
Pour un développement solidaire, durable et
authentique de notre territoire. “

**Communauté de communes
Pays d'Apt Luberon**

81 avenue Frédéric Mistral - 84 400 APT

T. 04 90 04 49 70 www.interco-paysdaptluberon.fr

084-200040624-20250220-2025-21-DE
Date de transmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025